

L'éducation rend-elle meilleur?

Le Figaro · 27 sett. 2018 · Luc Ferry luc.ferry@yahoo.fr www.lucferry.fr

Conversation amicale, l'autre jour, sur France Inter, avec des professeurs de philosophie. Ils font état de convictions fortes, mais si typiques de la naïveté démocratique que je ne résiste pas à l'envie de les remettre un peu en question. La première tient que la culture et l'éducation rendent mécaniquement l'humanité meilleure. Comme l'aurait dit Victor Hugo (on n'a en réalité jamais retrouvé la phrase exacte...) : « Ouvrir une école, c'est fermer une prison. » Je ne puis m'empêcher de rappeler que dans les années 30, les plus grands intellectuels, les plus diplômés et les plus cultivés, furent nazis (comme Heidegger) ou stali-niens (comme presque tous les autres en dehors d'Aron). Que peut-il subsister, après Au-schwitz et le Goulag, de cette foi chaleureuse dans les vertus de l'instruction, de cette confiance ardente mise dans l'idée que les progrès de la connaissance allaient inévitable-ment engendrer ceux de la civilisation, voire de la moralité, en même temps qu'un recul de la barbarie ? Si le nazisme et le stalinisme nous ont appris une chose, c'est que des gens instruits pouvaient massivement adhérer aux politiques les plus irrationnelles et les plus atroces que l'humanité ait connues.



Deuxième conviction forte, en apparence elle aussi imparable, mise alors en exergue par mes collègues : il est bon qu'il existe des lieux où l'on peut discuter de tout afin d'ap-prendre à argumenter, l'argumentation leur apparaissant bien sûr comme le coeur du coeur de leur métier. Je ne partage hélas pas davantage ce point de vue. Je dis « hélas » parce que j'aimerais bien le partager, mais il est si évidemment démenti par la réalité qu'on ne peut s'y rendre sans naïveté.

J'ai connu dans les années 70 des militants maoïstes, et plus encore peut-être des trots-kistes, qui étaient les rois de l'argumentation. Ils disposaient d'une « dialectique » à toute épreuve. Elle leur permettait d'affirmer la justesse absolue et incontestable des thèses les plus absurdes du genre « baisse tendancielle du taux de profit » ou « paupérisation de la classe ouvrière ». Pour prendre des exemples d'aujourd'hui, il me semble assez évident que Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont les meilleurs bretteurs du paysage politique. Il est fort rare qu'on les voie à court d'arguments et, pour leurs troupes tout au moins, leurs raisonnements sont impeccables. Mes gentils collègues objectent aussitôt qu'eux, bien en-tendu, disposent des bonnes argumentations parce qu'ils en enseignent les règles les plus rigoureuses et que c'est là l'honneur de leur discipline, la philosophie. Mais qui peut en ju-ger ?

J'observe par exemple au passage que certains d'entre eux développent des arguments en vogue du côté de l'extrême gauche, des arguments qui me semblent, à moi, particulière-ment délirants. C'est bien sûr leur droit le plus strict, mais où a-t-on vu qu'il existait une « théorie de l'argumentation » qui puisse nous départager ? L'idéologie démocratique du dialogue universel, loin de conduire à des certitudes objectives adossées à des faits scienti-

fiques ou à des idées raisonnables, ouvre au contraire la voie à une attitude nouvelle qui consiste à mettre potentiellement toute opinion en doute. Nous assistons ainsi à la naissance d'un nouveau scepticisme.

À partir du moment où certaines personnes ont pignon sur rue parce que la presse leur donne la parole sur le mode désormais omniprésent du « Pour/Contre », comment échapper à l'idée qu'au final, rien n'est vraiment certain ou, plus exactement, comme le pensent presque tous nos élèves, que la seule certitude vraiment certaine, c'est qu'il n'en existe aucune et que dire le contraire relève du dogmatisme ! Puisqu'en bonne démocratie, tout peut être discuté, il est clair, c'est même une tautologie, que tout est discutable. La salutaire liquidation des arguments d'autorité qui, depuis le fameux doute cartésien, constituait l'arrièrefond intellectuel et moral de l'homo democraticus a fini par emporter avec elle l'idée même de vérité. Effet pervers inattendu : ce n'est pas seulement l'autorité de l'Église, mais aussi celle des scientifiques, pour ne rien dire des politiques et des journalistes, qui s'est envolée au passage. De là la prolifération des « fake news ».

Selon une enquête réalisée par l'Ifop en janvier 2018, huit Français sur dix adhèrent au moins à une théorie du complot. L'éducation peut-elle redresser la barre ? C'est possible. Encore faudrait-il pour cela qu'elle accepte de redevenir, sinon autoritaire et dogmatique, du moins en quelque façon dotée d'autorité.